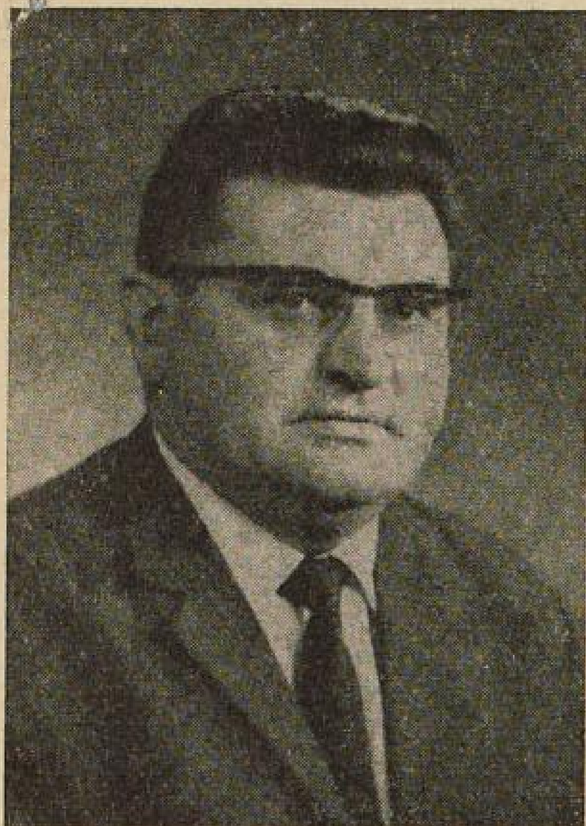


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

1re CIRCONSCRIPTION du MORBIHAN (VANNES)

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

EUGÈNE QUEVERDO
30 ANS - ENSEIGNANT
LICENCIÉ ÈS-LETTRES
DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES D'HISTOIRE
MILITANT SYNDICALISTE

Électrices, Électeurs,

Le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ présente aujourd'hui à vos suffrages un candidat issu d'un milieu rural modeste, actuellement enseignant et syndicaliste.

Le 5 Mars en votant pour le candidat P.S.U., vous manifesterez votre volonté d'un changement politique profond. Nous vous proposons un programme politique économique et social de progrès :

Cohérent parce que les moyens de la faire aboutir ont été étudiés et chiffrés.
Moderne parce qu'il est efficace, orienté vers l'avenir en fonction de l'évolution constante des techniques.
Démocratique parce qu'il est soucieux des libertés, de l'émancipation et de la dignité humaine.

I - LES INSTITUTIONS

La constitution de 1958, amendée en 1962, n'a pas réussi à établir en FRANCE un régime démocratique mais un régime de Pouvoir personnel (Art. 16). **La stabilité ne doit pas être l'immobilisme**. Les pouvoirs sont actuellement détenus par un homme seul. Le problème de sa succession se pose dès maintenant. Le P.S.U. souhaite, non pas l'aménagement des Institutions créées en 1958, mais la **construction d'une démocratie permettant l'édification du Socialisme** et condamne le spectacle lamentable des législatures de la IVe.

Sur le Plan National :

Election d'une **assemblée liée pour la durée de la législation à la réalisation d'un Plan**. Le Plan est mis en œuvre par un gouvernement émanant d'une majorité de gauche.

Contrôle de cette action par le peuple, soit par voie de référendum, soit par voie d'élection à la suite d'une dissolution.

Création d'un Ministère du Plan (commissariat au Plan, aménagement du Territoire), étant entendu que le Plan doit s'imposer à tous comme une **obligation**.

Sur le Plan Régional :

L'apprentissage de la démocratie doit se faire sur le plan de la région. Le dépassement des cadres-administratifs (département, petites communes) est évident. L'échec de la politique de décentralisation administrative (CODER sans pouvoirs réels, conseils généraux dont la compétence est limitée par le pouvoir de tutelle) est manifeste.

Nous proposons la mise en place progressive :
— d'une assemblée régionale, composée en majorité par des travailleurs et ayant des responsabilités dans la planification régionale ;
— d'un exécutif élu et responsable ;
— d'une banque d'investissement régionale.

II - DES RÉFORMES DE STRUCTURES S'IMPOSENT :

Le système de la propriété capitaliste, à l'origine de l'aliénation économique doit être ou **aboli ou corrigé. Les entreprises qui monopolisent le développement d'une branche essentielle** seront **nationalisées** : Banques, sidérurgie, Pétrole, industries atomiques, aéronautiques, électroniques, chantiers navals, laboratoires pharmaceutiques...

Agriculture :

L'économie agricole doit être intégrée dans l'économie nationale et son développement doit être prévu par le Plan. Il est nécessaire de stopper l'intégration des agriculteurs par le capitalisme privé et souvent étranger (aviculture, porcs, fruits...). Il faut encourager efficacement par des réformes de structures, le développement d'une véritable coopération, au stade de la production, de la transformation, de la commercialisation, afin que les agriculteurs bénéficient pleinement des résultats financiers de leur activité principale. L'intégration conduite par les agriculteurs eux-mêmes, la coopération, l'aménagement des structures foncières, la formation professionnelle, l'education permanente, permettront entre autre de réduire les inégalités de revenus.

La Pêche :

Connait une crise grave actuellement. Ce secteur aussi est menacé par l'intégration capitaliste. Le P.S.U. propose la gestion coopérative qui seule peut permettre des salaires décents (1.000 F. par mois dans une 1re étape).

Industrie :

La politique de concentration financière des entreprises a pour conséquences des licenciements en nombre sans cesse croissants ; des fermetures d'usines situées dans des régions excentrées par rapport aux grands axes industriels (Forges d'HENNEBONT ..), un sous-équipement des régions sous-développées (BRETAGNE) car pour le patronat **seul compte le profit immédiat**. Le gouvernement actuel s'est fait son complice. Le Ve plan se réalisera au détriment des travailleurs les plus défavorisés : **bas salaires, extension du chômage** (possibilités : 600.000 en 1970, **déportation des ouvriers.** Nous préconisons une politique de décentralisation industrielle au profit des régions sous-industrialisées (Bretagne).

III - POLITIQUE SOCIALE :

L'économie doit être au service du peuple (économie socialiste).

La Fiscalité

Il faut faire cesser **l'injustice fiscale** en taxant lourdement les hauts revenus, le capital, en allégeant l'impôt sur les petits revenus par un relèvement de la base de 2500 à 4000 F, et en réduisant l'impôt sur la consommation des familles modestes.

Le Logement :

Il faut engager **une politique audacieuse du logement** (au moins 550.000 logements dont 300 000 logements sociaux dans une première étape), proclamer **le droit au logement décent.**

Le Revenu National :

Répartition du revenu national : Le revenu national **n'est pas réparti de manière équitable.** Le P.S.U. propose la réalisation progressive :

— du retour à la semaine de 40 h. sans diminution du pouvoir d'achat.

— l'établissement du SMIG au niveau de 600 F. La retraite minimum à 250 F. par mois à 60 ans. L'accélération de l'augmentation des bas salaires. La réduction des disparités régionales. La suppression des zones de salaires d'un taux de croissance fixé à 6 % au lieu de 5,50 % pour assurer le plein emploi, développer la recherche, les équipements collectifs (hôpitaux, cantines. autoroutes, téléphone). Assurer la défense de la Sécurité Sociale menacée (déficit artificiel).

La politique d'aménagement du territoire a échoué : elle ne peut être relancée que si **l'on impose au patronat des obligations.**

Les Libertés Publiques :

Un régime démocratique implique le respect des libertés publiques : abolition de la censure. Presse écrite et orale (radio et télévision), libérée de toute pression politique, la possibilité donnée enfin aux syndicats de s'exprimer librement dans l'entreprise (comités d'entreprise réformés en ce sens) sans encourir la répression. Libre information sur la régulation des naissances.

IV - ÉDUCATION NATIONALE :

Priorité des priorités (25 % du budget).

L'éducation nationale ne dispose pas de moyens suffisants pour faire face à ses besoins énormes. Il faut assurer **l'égalité devant l'instruction et dénoncer le système actuel** qui ne fait que **valoriser les inégalités naturelles et sociales, la prolongation effective de la scolarité obligatoire à 18 ans.** Le régime actuel a été incapable de réaliser ses objectifs (scolarité à 16 ans) et confie le soin de former les ouvriers à un patronat plus soucieux de rentabilité que de promotion sociale. Ce problème est grave dans une région où la **formation professionnelle** doit être une impérieuse nécessité.

Enfin, nous réaffirmons notre attachement à l'école publique, l'école de la tolérance, ouverte à tous.

V - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le P.S.U. entend soutenir la construction d'une Europe Démocratique et Socialiste, élargie à la GRANDE BRETAGNE et étendue aux démocraties populaires ; il entend consolider la politique de **cœxistence pacifique et de désarmement qui implique l'abandon de l'arme nucléaire,** le renforcement des pouvoirs de l'O.N.U. Il dénonce énergiquement l'agression américaine au VIET-NAM et l'ingérence des U.S.A. dans la politique intérieure des États d'Amérique du Sud.

Il appuiera une politique mondiale d'aide au Tiers-Monde menacé par la Faim, car c'est une œuvre de solidarité internationale, mais à la condition que l'indépendance de l'État bénéficiaire soit respectée.

POUR UNE FRANCE MODERNE, LIBRE et JUSTE

VOTEZ POUR LE CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

VOTEZ Eugène QUEVERDO

Remplaçant éventuel :

René CROUVIZIER

44 ANS - OUVRIER
Ancien F.F.I. - Conseiller Municipal
Militant Syndicaliste

IMP. OUVR. VANNETAISE - VANNES